

POLITIQUES DE MÉMOIRES DE LA GRANDE GUERRE AU TEMPS DU CENTENAIRE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS



Entretien avec Yves Le Maner, directeur de la Mission histoire, mémoire et commémorations de la région Nord-Pas-de-Calais

Par Anne-Sophie Anglaret et Nicolas Offenstadt, fait à Lille le 20 octobre 2014.

Vous avez travaillé sur l'histoire du mouvement ouvrier, de l'entre-deux-guerres et de l'Occupation dans le Nord-Pas-de-Calais. Comment en êtes-vous venu à vous intéresser à la Première Guerre mondiale, qui n'était pas votre terrain de départ ?

La première étape se situe à la fin des années 1970 et relève d'un réflexe personnel. J'ai été nourri dans mon enfance par les récits de mon grand-père, ancien combattant qui était tailleur de pierre en Bretagne. Lorsque j'ai été reçu à l'agrégation en 1976, j'ai eu l'idée de faire le suivi de la cohorte des poilus de mon village d'origine en Bretagne. Puis, en m'établissant dans le Nord en 1977, suivant ma femme qui venait d'être nommée à la direction de la bibliothèque de Saint-Omer, j'ai eu le réflexe de déposer un sujet de thèse sur les morts de la Grande Guerre. Le sujet n'était pas cadré, mais l'idée était de chercher les différenciations sociales et géographiques dans la mortalité des soldats français. Ce projet n'a pas abouti, pour deux raisons. La première, c'est que l'archiviste départemental du Pas-de-Calais, Pierre Bougard, une grande figure qui a régné sur son dépôt d'archives pendant une quarantaine d'années, m'a dit que la plupart des sources ne seraient pas accessibles. Étant donnée ma formation d'historien économiste, il m'a conseillé d'aller voir Marcel Gillet à Lille III. Marcel Gillet venait de publier sa thèse sur les charbonnages du Nord¹. Il me dit qu'il y a un beau sujet en déshérence, sur l'histoire de la formation démographique de la communauté minière du Nord Pas-de-Calais au XIX^e siècle. Le thème me paraît passionnant. La deuxième raison c'est que je venais de lire le chapitre que Philippe Ariès avait consacré au sujet dans son *Histoire des populations françaises*² et je dépose donc officiellement mon sujet en 1978 à Lille III, je passe mon DEA dans la foulée et j'avance ma thèse pendant deux ou trois ans. En 1981 se produit l'élection de François Mitterrand, qui a eu une incidence sur la suite de l'affaire. Marcel Gillet pose ma candidature pour un poste d'assistant à Lille III et l'élection se produit en juin, dans une période très tendue au sein des institutions universitaires. J'incarnais une gauche laïque et ouvertement anticléricale qui n'était pas

¹ *Les charbonnages du Nord de la France au XIX^e siècle*, La Haye, Mouton, 1973.

² Paris, Le Seuil, 1971

dans l'air du temps à l'intérieur de cette université. J'ai donc été barré et on m'a clairement fait comprendre que mon profil ne correspondait pas à celui de l'université de Lille III. Après la mort de Marcel Gillet, je me suis retrouvé sans maître de thèse, ostracisé par une bonne partie de l'establishment. Parallèlement, je continuais à travailler sur le mouvement ouvrier, en remerciement amical pour Jean Maitron³, qui m'avait beaucoup aidé matériellement pendant mes études et envers qui je m'étais engagé après l'agrégation à faire la recherche sur les militants ouvriers pour les départements du Nord, de la Somme et du Pas-de-Calais pour son dictionnaire, pour la période 1914-1939. Cela m'a permis de rencontrer des gens de grande qualité comme Isabelle Neuschwander⁴, qui dirigeait à l'époque les archives départementales de la Somme. J'ai fait ce travail pendant plusieurs années et j'ai accumulé plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de biographies. À cette époque, en 1981, j'ai fait la connaissance d'Etienne Dejonghe, pour qui j'ai une profonde admiration. Il m'a suggéré de travailler sur la Seconde Guerre mondiale et je me suis donc penché sur l'occupation, sur l'histoire du parti communiste dans la région Nord dans les années 1920, 1930, 1940. J'ai aussi commencé à enregistrer des témoignages de grands anciens, Auguste Lecoeur⁵, Roger Pannequin⁶ etc., de façon à accumuler des données sur cette mémoire qui était en train de partir. J'avais tiré un trait sur toute carrière universitaire en raison du contexte interne à Lille III mais je travaillais également à l'IHTP⁷, François Bédarida m'avait fait venir pour être correspondant pour le Nord et le Pas-de-Calais. J'ai traversé les années 1980 en travaillant énormément, pour le plaisir intellectuel, sur des sujets 39-45 et mouvement ouvrier. En 1987 s'est produit un événement inattendu : la préfecture du Pas-de-Calais, sachant que je travaillais pour l'Institut d'histoire du temps présent, m'a contacté pour rédiger une note sur un blockhaus allemand situé sur la commune de Wizernes, à l'abandon depuis 1944. La question posée aux élus locaux et à l'État était de savoir quoi faire de cet objet. Première hypothèse le dynamiter, cela paraissait difficile ; deuxième hypothèse l'aménager pour un projet culturel. À ce moment-là, je me suis rendu compte qu'il était en train de se passer en France une mutation administrative profonde dont on ne percevait pas encore toute l'ampleur et qui était l'effet direct de la décentralisation. Les collectivités territoriales, à l'origine de toutes petites structures, étaient en train de croître rapidement, d'étendre leurs registres de compétence. Elles commençaient à avoir des moyens financiers et recherchaient des moyens humains. C'est dans ce contexte que le conseil général m'a demandé de formuler une proposition pour le blockhaus de Wizernes. Cela m'a pris 10 ans pour porter ce dossier administrativement, techniquement, intellectuellement. J'ai entrepris des recherches en archive, d'abord en France où il n'y avait rien, puis en Grande-Bretagne où j'ai trouvé énormément de choses, en Allemagne également, et aux États-Unis. Je continuais pendant ce temps à enseigner dans le secondaire et à donner des cours à Lille III ponctuellement, grâce au soutien d'Etienne Dejonghe. J'avais juste quelques heures de détachement qui m'étaient accordées par le rectorat pour le projet de Wizernes. Après de multiples combats de toutes sortes le projet autour du blockhaus de Wizernes a abouti. Les marchés ont été lancés en 1995 et l'édifice a été ouvert au public en 1997. J'avais fait savoir que mon rôle n'était pas de gérer cet équipement, même si j'en avais conçu le programme historique et préparé la scénographie. Je m'étais affronté à cette question parce que je trouvais qu'il y avait un déficit dans le domaine de l'audiovisuel en France à cette époque. Les musées étaient encore très classiques, avec des objets et des panneaux ; alors j'ai voulu injecter énormément d'audiovisuel dans ce musée. L'équipement a commencé à fonctionner correctement et a dépassé 100 000 visiteurs la première année.

³ Spécialiste du mouvement ouvrier et de l'histoire de l'anarchisme, qui a lancé le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*.

⁴ Directrice des archives nationales de 2007 à 2011 et membre actuelle du conseil scientifique de la Mission du centenaire.

⁵ 1911 – 1992. Mineur puis métallurgiste militant, responsable du parti communiste français clandestin sous l'Occupation dans le Nord-Pas-de-Calais.

⁶ 1920 – 2001. Résistant, responsable régional du Front National sous l'Occupation.

⁷ Institut d'histoire du Temps Présent créé en 1978, notamment héritier du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Il rassemble aujourd'hui des chercheurs travaillant sur des sujets parfois très contemporains, de la Deuxième Guerre mondiale à nos jours.

Les dates d'ouverture sont un peu postérieures à celles du Mémorial de Caen, où il y avait également beaucoup d'audiovisuel⁸. Vous vous en êtes inspiré ?

Oui, c'était un peu après, et juste avant In Flanders Fields 14-18⁹ en 1998. C'était une période où les pouvoirs locaux avaient pris le dessus en termes de création mémorielle et culturelle¹⁰. En fait, il y avait beaucoup plus d'audiovisuel à la Coupole qu'à Caen, l'apport était plus novateur car nous avons plus d'archives mises en perspective.

Qui avait financé le projet, seulement le conseil général ?

Le conseil général du Pas-de-Calais avait porté le gros du financement, même si la région avait participé. C'est Marie-Christine Blandin, présidente de cette collectivité, qui a inauguré l'équipement en 1997.

Que s'est-il passé après l'ouverture ?

Je m'en suis détaché. J'ai laissé l'équipement vivre sa vie pendant plusieurs années, mais j'ai été amené à y revenir en 2001. En fait les collectivités territoriales, qui avaient commencé à prendre un essor considérable, ont été, dans la première période de leur développement, très mauvaises gestionnaires. Elles avaient confié la gestion du musée de la Coupole à une société d'économie mixte, qui avait tous les inconvénients d'un système public par sa rigidité et tous les inconvénients d'un système privé par l'absence de contrôle. En 2001, l'équipement commençait à poser des soucis financiers et son directeur a été amené à partir. Le président du conseil général, Roland Huguet, qui avait de l'estime pour moi, est venu me proposer de prendre les commandes de l'équipement pour le redresser. Je me suis mis à la tâche et ça s'est très bien passé. Je suis resté dix ans, 2001-2011, à la tête de la Coupole. J'avais dit que je ne ferais pas une année de plus, car je considère qu'après on s'use et on s'ennuie. J'ai donc reconditionné le fonctionnement de l'équipement, qui est devenu l'un des premiers établissements publics de coopération culturelle en France, selon la loi de décembre 2002, qui permettait d'établir un contrôle financier sur la structure par l'intermédiaire du Trésor public tout en conservant une très grande souplesse dans les ouvertures. Cela laissait également la possibilité de recruter des gens parfaitement bilingues, puisqu'on avait une fréquentation à 50% britannique. Avant de partir en 2011, j'ai également refait entièrement la scénographie, qui avait plus de dix ans, avec des systèmes audiovisuels plus modernes. J'ai quitté mes fonctions au printemps 2011.

Vous avez donc commencé à travailler sur la Grande Guerre avant de quitter la Coupole ?

Oui j'ai été amené à reprendre contact avec cette mémoire et cette histoire à partir de 2006. Ma fonction à la direction de la Coupole me mettait en contact avec tout le milieu associatif régional et les enseignants de terrain. J'ai vu remonter progressivement dans les échanges la question de ce qui se préparait pour le centenaire. J'ai vu apparaître des associations nouvelles, par exemple *L'Alloeu terre de bataille*. Voyant émerger cette effervescence mémorielle et historique, j'ai eu l'idée de faire un inventaire de ce qui concernait la Grande Guerre sur le territoire régional.

Ces dates correspondent bien à la chronologie nationale. Votre intérêt premier que vous aviez enfoui a donc resurgi par la mémoire sociale, l'« activisme mémoriel » 14-18¹¹.

⁸ Le Mémorial de Caen a été inauguré en 1988. Son parcours muséographique était basé presque entièrement sur des images et des films, ce qui posait à l'époque un problème, car la direction des Musées de France ne considérait pas les documents audiovisuels comme des objets susceptibles de constituer une collection.

⁹ Musée d'histoire de la Première Guerre mondiale à Ypres.

¹⁰ Dans le domaine de la guerre, outre La Coupole et le Mémorial de Caen, c'est également la période de création de l'Historial de Péronne sous l'égide du conseil général de la Somme (inauguration en 1992) et du Centre mondial de la Paix à Verdun, selon une convention entre la région, le département et la municipalité (inauguration en 1994).

¹¹ Cf N. Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, Odile Jacob, 2010.

Tout à fait. Ça a été un vrai facteur déclenchant pour revenir à mes premières amours. Je n'aurais peut-être pas replongé sans cette thématique, sans ce contexte. Pendant plusieurs mois, j'ai utilisé mes moments de loisir pour aller visiter un par un plusieurs centaines de sites en Nord-Pas-de-Calais et j'ai constaté qu'il y avait un vide sidéral. Il y avait à la fois une omniprésence de traces de mémoire et un manque absolu de structure.

De quand dateriez-vous ce sentiment ?

De l'année 2006. D'abord, j'ai visité les musées de collectionneurs qui manquaient de discours historique et présentaient un déficit complet en termes muséographiques. Ensuite, je me suis aperçu qu'il y avait sur le plan mémoriel un décalage abyssal entre les Britanniques – ils sont présents sur le terrain, ils signent les registres de cimetières par dizaines de milliers dans les plus de 800 nécropoles du département du Pas-de-Calais - et les Français, qui sont de moins en moins nombreux lors des cérémonies du 11 novembre et sur les sites. À Notre-Dame-de-Lorette¹², j'ai rencontré les gardes d'honneur, discuté avec des anciens d'Afrique du Nord dont bon nombre tenaient un discours très agressif sur les « non-français » et je me suis dit que ce désert mémoriel, historique, culturel, sur la Grande Guerre en Nord-Pas-de-Calais était une catastrophe. J'ai décidé à l'issue de cet inventaire des lieux de réaliser une exposition, *Traces de la Grande Guerre*, que j'ai présentée au conseil général du Pas-de-Calais et qui a circulé dans les villes du département. Cette exposition s'appuyait sur un travail photographique de Sébastien Jarry, qui a été missionné par le conseil général du Pas-de-Calais pendant une année pour parcourir les lieux de mémoire que je lui indiquais en toutes saisons. Il a pris plusieurs milliers de photographies, montrant tous les types de traces, les nécropoles, les mémoriaux, les graffiti sur les murs des granges, la découverte des carrières Wellington¹³ qui se fait au même moment par Alain Jacques¹⁴. L'exposition a ouvert fin 2006. En creux, je fais le constat que ce monceau de traces n'est pas présenté sous forme cohérente au public. Je m'attaque au volet historique et en recherchant en archives, en publications, je m'aperçois qu'en matière d'histoire militaire il n'y a quasiment rien des côtés français et allemand et que ce qui existe du côté britannique est très traditionnel. Je commence donc à lire les JMO¹⁵, à aller à l'Imperial War Museum voir ce qu'il y a comme archives militaires.

Vous aviez décidé que la Coupole devait avoir un rôle culturel plus large que la présentation de la Deuxième Guerre mondiale ?

Oui, car c'était implicite dans le programme de départ, c'était le centre de mémoire des conflits contemporains¹⁶. Par exemple, en 2003, j'ai fait une exposition sur les images de la guerre d'Algérie avec Benjamin Stora. L'objectif était de mettre en perspective tous les éléments structurants de la mémoire régionale, les guerres mondiales puis les autres formes de conflits jusqu'à la fin de l'armée de conscription. À l'issue de l'exposition *Traces de la Grande Guerre*, j'ai perçu un intérêt des élus et préparé pendant deux ans, en 2007-2008, une nouvelle exposition à la Coupole sur l'histoire des combats en Nord-Pas-de-Calais. Je me suis appuyé, comme toujours pour mon travail depuis le début des années 1990, sur une recherche iconographique extrêmement pointue. Pendant ces deux années, j'ai épluché les

¹² Notre-Dame-de-Lorette est la plus grande nécropole nationale française.

¹³ Réseau de casernes souterraines, creusées par les Néo-Zélandais dans les carrières de craie. Les carrières abritent aujourd'hui un musée.

¹⁴ Directeur du service archéologique de la ville d'Arras.

¹⁵ Les Journaux de marche et d'opération. Ils sont aujourd'hui consultables en ligne sur le site <http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>

¹⁶ La volonté de s'ouvrir à l'ensemble des conflits contemporains est présente dans de nombreux musées au départ consacrés à une guerre mondiale : c'est le cas du Mémorial de Caen, qui s'est agrandi par une section sur la guerre froide, mais aussi de musées étrangers, comme l'Imperial War Museum.

gigantesques collections de l'Imperial War Museum, de l'ECPAD¹⁷, où j'avais la chance de siéger au conseil d'administration. Je suis allé en Allemagne, où il y avait beaucoup de choses en Bavière, j'ai été quinze jours au Canada pour analyser les séries de 17-18, en Australie, à l'Australian War Memorial. Je travaille toujours de la même façon sur les collections iconographiques : je ne prends pas de mot matière, je visionne les séries complètes de façon à avoir un regard cohérent sur la production iconographique et de découvrir des choses qui ne sont pas référencées dans les légendes, mais qui concernent le Nord-Pas-de-Calais. J'ai l'œil pour repérer par exemple le clocher de telle église et je prends aussi la peine d'amener avec moi des listes de régiments présents sur ce territoire pendant le conflit, et de les identifier, notamment grâce aux pattes de col.

On voit bien que vous réfléchissez à votre travail d'historien dans un contexte d'espace public et de mémoire sociale. Votre parcours est-il lié au hasard, à la confrontation avec des gens intéressés par des problématiques précises, ou à une volonté de votre part de définir votre rôle de façon orientée ? Diriez-vous que vous êtes un historien public, un historien militant ?

Ce n'est pas le hasard. J'ai pris conscience que les collectivités avaient une force de frappe considérable et que si l'on était capable de présenter des projets cohérents, structurés, on pouvait convaincre les élus de tous bords. Je me vois comme un historien en contact avec la société, dans un contexte régional où je connais pratiquement chaque commune pour l'avoir parcourue soit pour Jean Maitron soit pour mes recherches 39-45. C'est militant sans l'afficher, mais ça me paraît capital. Quand j'étais enseignant j'ai été frappé par la forme d'isolement et de détresse cachée des collègues. Ils étaient dans une sorte de bastion, fiers d'y être, mais le monde autour leur faisait un peu peur. Quand il fallait aligner 200 ou 300 francs pour un budget, c'était le bout du monde. J'ai commencé à voir qu'on pouvait monter des projets structurants pas avec 100 ou 200 francs mais avec plusieurs millions d'euros, grâce à la capacité politique des collectivités, qu'il fallait guider intelligemment. Pour moi, c'était le rôle de l'historien d'apporter cela.

Vous n'avez pas eu à faire face aux réticences de certains universitaires face à cette histoire hors-les-murs ?

J'étais très étroitement lié à Etienne Dejonghe, de Lille III, qui m'apportait le soutien de sa grande intelligence, du respect que lui portaient toutes les générations d'étudiants à qui il avait enseigné. J'étais à la marge du système, sans lien particulier avec l'université, sauf avec des individus avec qui j'ai de bons contacts. D'autre part, la représentante de l'école 14-18 dans le Nord-Pas-de-Calais à l'époque n'était autre qu'Annette Becker¹⁸ et j'étais de mon côté clairement sur les problématiques du CRID¹⁹. J'ai pu m'appuyer sur la force de frappe considérable des collectivités territoriales pour développer une action autonome.

Quand vous avez commencé à découvrir en 2006 le désert culturel autour de la Grande Guerre, vous envisagiez déjà d'y travailler pendant une dizaine d'années, pendant la période du centenaire ?

Pas à ce moment-là. Il fallait que je prenne connaissance à la fois de la structure du territoire et en même temps de la possibilité d'écrire une histoire cohérente. Cela s'est structuré à partir de 2008. J'ai donc fait l'inventaire des lieux de mémoire, une grosse exposition et un gros catalogue publié par Ouest France, qui s'appelle *Combattants de la Grande Guerre*, en collaboration avec Alain Jacques²⁰. L'exposition de 2008 a eu un énorme succès, plus de 80 000 visiteurs. La même année, on a découvert la fosse commune de Fromelles, qui a donné lieu à un projet de musée franco-australien. On a aussi ouvert au public les carrières Wellington à Arras. Jean Letaille, maire de Bullecourt, a annoncé qu'il cédait sa

¹⁷ Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense.

¹⁸ Annette Becker est une représentante de l'historiographie culturelle de la Grande Guerre.

¹⁹ Le Collectif de recherche internationale et de débat sur 14-18, qui défend une approche sociale de l'histoire de la Grande Guerre.

²⁰ *Combattants de la Grande guerre : photographies de l'enfer et du chaos*, Rennes, Ouest-France, 2009

collection à la collectivité territoriale pour créer un musée franco-australien. Il y avait beaucoup d'initiatives mais pas de vision cohérente. À la fin de l'année 2008, je suis donc allé voir le président du conseil général du Pas-de-Calais, Dominique Dupilet, un passionné d'histoire, Daniel Percheron, le président de la région qui a été professeur d'histoire, et Bernard Derosier, le président du conseil général du Nord. Je leur ai fait remarquer que le centenaire arrivait et qu'il n'y avait rien sur notre territoire. Nos deux voisins étaient partis bien avant nous : la Somme, partie très tôt dans les années 1990 avec l'Historial, mais qui commençait à s'essouffler, et la Belgique, avec In Flanders Fields. J'ai travaillé avec les Belges à la Coupole dans des programmes Interreg. Ce sont des gens remarquables et j'ai pu constater qu'en Belgique ils développaient un tourisme de mémoire intelligent. Ils mettent en place des structures locales plurilingues, ils intègrent à la démarche touristique une démarche culturelle préalable. J'ai trouvé que leur approche était très bonne et qu'il convenait de l'appliquer à l'échelle de la région Nord-Pas-de-Calais. J'ai donc proposé aux trois présidents des collectivités de créer un comité de pilotage. Dans les structures administratives, le comité de pilotage est essentiel, c'est l'interface entre d'un côté les politiques et de l'autre les historiens et les aménageurs. La mise en place de ce comité est acceptée, de façon très consensuelle, parce que le thème est partagé profondément par tout le monde.

Est-ce que votre ancrage territorial et votre expérience vous ont servi pour faire accepter ce projet facilement ?

Oui, j'ai une bonne connaissance des élus, ils me respectent, me font confiance. À la Coupole j'ai fait mes preuves, ils ont vu que je suis extrêmement scrupuleux avec l'argent public. On a donc monté le comité de pilotage, avec comme président Dominique Riquet, à l'époque maire de Valenciennes et chef de l'opposition régionale UMP-UDI en Nord-Pas-de-Calais. C'est un grand passionné de 14-18 qui a une collection personnelle remarquable ; il s'est enthousiasmé pour ce projet. Il s'entend très bien avec Daniel Percheron bien qu'ils soient dans deux camps différents et les comités de pilotage se déroulent impeccablement.

Le comité devait piloter un projet de tourisme de mémoire ou un projet pour le centenaire ?

Un projet pour le centenaire, sur tous les aspects. J'ai publié deux documents qui ont été validés par le comité de pilotage. Tout d'abord un projet de tourisme de mémoire intelligent, appuyé sur un site quadrilingue, *Chemins de mémoire en Nord-Pas-de-Calais*²¹. Le site est sorti en 2010 et comprend 100 notices historiques sur les sites, en Français, en Anglais, en Allemand, en Néerlandais. Il propose quatre circuits. C'est le comité régional de tourisme qui a été chargé de développer ce site et les circuits de randonnée qui l'accompagnent. Le deuxième texte que j'ai fait valider concernait l'organisation des commémorations du centenaire, en partenariat avec l'État, mais en prenant le leadership. Ce projet comportait cinq points, concentrés autour du site national de mémoire de Notre-Dame-de-Lorette, entre Arras et Lens. Le premier, à la charge de l'État, concernait l'entretien des nécropoles françaises, qui était lamentable. C'était vrai pour Notre-Dame-de-Lorette, où l'on a été aidés paradoxalement par la profanation qui a attiré l'attention²² et suscité des travaux d'aménagement, c'est surtout vrai pour les autres nécropoles sur le territoire, comme par exemple celle de Serre-Hébuterne, qui était dans un état épouvantable jusqu'en 2011-2012. Les quatre autres points devaient être pris en charge par les collectivités territoriales. Le premier point était de créer un centre mémoriel dans la région sur le site de Notre-Dame-de-Lorette. Le deuxième de faire à proximité un centre d'interprétation pour fournir un récit historique cohérent de l'histoire de la région pendant la Grande Guerre sous tous ses aspects, combats, occupation, destructions, reconstruction. Le troisième point était de requalifier les accès physiques aux sites, qui n'avaient pas fait l'objet des moindres travaux depuis plus de cinquante ans. Le dernier point était de créer des randonnées cyclotouristes et pédestres à proximité de Notre-Dame-de-Lorette. Ce projet cohérent, géré par les collectivités territoriales, se fixait comme échéance 2014. Ce programme en cinq points, validé par le comité de pilotage, devait être soumis à l'État. En avril 2011, je me suis retrouvé

²¹ www.cheminsdememoire-nordpasdecals.fr

²² Il s'agit de profanations de tombes musulmanes au cimetière de Lorette en 2008, cf. http://www.lemonde.fr/societe/article/2008/12/08/troisieme-profanation-de-tombes-musulmanes-du-cimetiere-militaire-notre-dame-de-lorette_1128207_3224.html

dans le bureau d'Éric Lucas²³, rue de Bellechasse, avec Daniel Percheron pour signer une convention. Joseph Zimet²⁴, qui était alors le conseiller éclairé d'Éric Lucas, a vu le document, a été tout de suite enthousiasmé, on a sympathisé. On a signé une convention pilote, puisque pour la première fois l'État reconnaissait que dans le domaine de la mémoire les collectivités avaient une logique à agir de façon autonome et motrice. La convention a ensuite été mise en œuvre et trois ans après tout est fait, rigoureusement, méthodiquement. On veille à ce que cette mise en œuvre se fasse par une répartition intelligente des financements, c'est-à-dire que la région Nord-Pas-de-Calais, le conseil général du Pas-de-Calais, le conseil général du Nord, la communauté d'agglomération de Lens-Liévin sur le territoire de laquelle se trouve la nécropole, cofinancent l'ensemble des opérations, avec une participation de l'État.

Vous dites que vous pensiez déjà à un centre d'interprétation, mais dans l'article que vous avez publié en 2009 dans Guerres mondiales et conflits contemporains²⁵ vous écrivez qu'il n'est pas question de faire encore un musée régional. Pourquoi ce choix ?

Je ne voulais pas refaire Péronne et je ne voulais pas refaire Meaux a fortiori, parce que le musée est défini administrativement par deux conditions uniques : des collections permanentes et un conservateur. Ce n'était pas de mise, il fallait donc créer autre chose, un centre d'interprétation destiné au grand public et aux publics lycéens et collégiens²⁶. Une démarque de la Coupole 14-18, avec une cohérence adaptée à un lieu mémoriel fort au pied de la colline de Notre-Dame-de-Lorette²⁷.

La Mission histoire, mémoire et commémorations est une structure intéressante. Qui l'a créée, comment, pourquoi ?

En 2011, je quitte la direction de la Coupole et j'ai à l'époque une offre royale qui m'est faite par la ville de Besançon pour diriger le musée de la résistance et de la déportation. C'est quelqu'un que j'aime beaucoup, François Marcot²⁸ qui est à l'origine du projet, qui me demande de venir prendre la direction de cet équipement pour le renouveler. Il a vu ce que j'ai fait à la Coupole et aimerait que j'en fasse autant. Je donne un accord de principe. Daniel Percheron est informé par Jean-Louis Fousseret, le maire de Besançon, qu'il vient de me recruter. Il me téléphone le soir même pour me dire qu'il veut que je vienne travailler pour lui, puisque j'ai proposé un projet intéressant, et me demande de faire une proposition. J'accepte et je ne mets qu'une seule condition, parce que je connais bien le fonctionnement des collectivités : je demande à être rattaché directement au président et au directeur général des services, pour limiter tout le magma bureaucratique. Je suis l'un des seuls, parmi les 3 ou 4000 fonctionnaires de la région à leur être rattaché directement. C'est capital, parce que les collectivités ont connu une croissance monstrueuse au cours des 20 dernières années, qui s'est accompagnée d'une bureaucratisation de leurs structures. J'ai donc monté une petite mission qui comprend une assistante, pour le courrier ordinaire, et une collègue qui travaille à mi-temps pour moi, qui est une ancienne de la maison et connaît tous les rouages des différents services.

C'est donc vous qui avez défini le périmètre de la mission, comment l'envisagiez-vous ?

²³ Il dirigeait la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) du ministère de la Défense.

²⁴ Actuel directeur général de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale.

²⁵ Yves Le Maner, « Sites et organisation de la mémoire de la Grande Guerre en Nord-Pas-de-Calais », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2009/3, n°235, pp.75-80.

²⁶ Ce centre d'interprétation est soutenu par un travail de fond rassemblé dans un livre-catalogue que vient de publier Yves Le Maner, *La Grande Guerre dans le Nord- et le Pas-de-Calais, 1914-1918*, Lille, Éditions de la Voix du Nord, 2014.

²⁷ Le Centre d'interprétation sera ouvert au public en mai 2015.

²⁸ Historien de la Résistance, il a notamment dirigé le *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 2006.

Je ne voulais pas être le 35^e pion dans le service de la culture. J'ai défini le périmètre, j'ai fait une note de cadrage. Je n'avais pas besoin de grand monde ; j'avais besoin de travailler avec des contrats à durée déterminée, notamment pour la réalisation de la liste des noms du monument de Lorette. J'ai recruté 4 personnes, dont 3 sur des profils handicapés, pour la puissance symbolique, sociale. J'ai recruté des femmes qui ont fait des tas de petits boulots au cours de leur carrière, pour leur proposer pendant un an une bulle de plaisir, un travail très rigoureux, valorisant, qui nécessite de la concentration. La première partie a donc été de créer cette unité de 4 personnes pour établir la liste des noms.

Il n'y a pas beaucoup d'informations sur la mission sur internet. Quel cadrage lui définissiez-vous à ce moment-là ?

Elle devait préparer le centenaire, mais vous connaissez le diction, « pour vivre heureux vivons cachés ». Quand on veut être très efficace, il faut procéder en commando. Il faut des toutes petites équipes de gens en qui on a pleinement confiance, dont on sait la capacité de travail et d'organisation, des gens fiables.

Vous considérez qu'elle est pérenne ou qu'elle doit disparaître ?

Elle disparaîtra dès que tout le programme sera terminé, c'est-à-dire fin 2015. Je pense qu'après, il faudra qu'elle change de structure territoriale, qu'elle descende au niveau des communautés d'agglomérations, car c'est là que va être le public. Ici, la région, c'est l'organisation administrative.

Plusieurs communautés sont impliquées. Pourquoi la région ne serait-elle pas la bonne échelle de pilotage de la politique mémorielle ?

Les deux projets structurants dont nous avons parlé tout à l'heure sont situés dans la même communauté d'agglomération. Le comité régional de tourisme fera le go-between entre les différents lieux. Une fois que le réel est entré dans les mœurs, la région est trop loin. À Lille, on n'est pas sur le terrain en contact avec les associations. C'est une grande région, avec 90km de front, plusieurs dizaines de sites concernés par le tourisme de mémoire... Il faut décentraliser, d'autant que l'université est absente du terrain concret du tourisme de mémoire.

Pourtant, vous avez contribué à une politique publique de la mémoire, pourquoi ne pourrait-on pas l'établir structurellement, comme une politique agricole, par exemple ?

Je pense qu'il y a deux raisons qui vont contre cette démarche. D'abord, dans les années à venir les collectivités territoriales vont devoir réduire la voilure pour des raisons financières. Ensuite, la collectivité dominante, la région, s'expose à un phénomène qui est la transposition du risque de l'État central dans son territoire. Quand on est loin du réel, on perd sa capacité d'action, d'efficacité. C'est un peu ce que l'État a fait pendant longtemps et si on recentralise la politique mémorielle au niveau de la région de façon durable, on aura les mêmes phénomènes de déperdition.

Ne pourrait-on pas imaginer une coordination au niveau régional ou départemental, comme l'Aisne, par exemple, le fait avec une mission mémoire ? On peut parier qu'à court et sans doute à moyen terme il y aura encore un intérêt très fort justifiant des équipements.

Oui, jusqu'en 2019-2020 au moins. Il y a une différence qui tient à la nature de la région. L'Aisne est un département rural dans sa structure, dans lequel selon moi la renaissance sociale n'a pas été aussi poussée après 14-18 que celle qu'on a connue dans le Nord de la France. Il y a plus de territoires 14-18 dans l'Aisne, comme dans la Meuse. Dans le Nord-Pas-de-Calais, la mémoire de 14-18 s'était estompée pour des raisons structurelles, nationales, guerre d'Algérie par exemple, mais également pour des raisons autres, le fait que c'est une grande région économique, qu'il y a eu la fin du charbon, la fin du textile, la fin de la métallurgie. Il y a donc des pôles mémoriels distincts voire concurrentiels. La mémoire vive de la Grande Guerre ne concerne pas toute la région structurellement. Contrairement à l'Aisne.

À partir de quand l'anneau de la mémoire²⁹ est-il devenu une priorité ? Saviez-vous qu'il allait être une forme d'apogée du centenaire ?

L'anneau est dans le circuit administratif depuis la fin 2011. Ce devait être un des deux éléments structurant, le deuxième étant le centre d'interprétation à 2 km de distance.

Comment est venue l'idée de l'anneau et quel sens lui donnez-vous ? Considérez-vous qu'il va être la trace symbolique de votre politique mémorielle ?

Je ne vois pas ce projet comme une démarche personnelle. Je le porte, je le structure. L'idée originelle vient de Dominique Riquet et de moi. Quand nous discutons avec Dominique, il tenait un discours sur le ras-le-bol des monuments, la fin des monuments. En même temps, on réfléchissait à la relation avec le virtuel, l'explosion des bases de données, l'accès des sources sur internet, tout devenait immatériel et tout devenait individuel. J'étais frappé par la démarche sur le site *Mémoire des hommes* : c'est une énorme base de données, mais elle est toujours consultée individuellement³⁰. On perdait donc ce qui me paraît essentiel, cette perception de la mortalité de masse qui a frappé les sociétés européennes. On a eu la volonté avec Dominique de réunir ces noms physiquement, pas virtuellement. Quelque part pour fermer la parenthèse du siècle de fer et dire que depuis cent ans, qu'on le veuille ou non, les esprits européens ont évolué. Le meilleur moyen de montrer cette évolution, c'est de mettre les morts ensemble. On l'avait déjà entrevu à Verdun, entre Français et Allemands, par la symbolique Mitterrand-Kohl, mais là on voulait mettre tout le monde ensemble, toute une génération d'hommes, sans distinctions.

Y avait-il un parti pris pour une politique de réconciliation, un militantisme pour une forme d'internationalisme ?

Au fond des choses personnellement, oui. Ce n'est pas neutre, mais il faut le faire partager. Ce qui m'a frappé c'est que lorsqu'on a proposé ce projet aux élus, il y a eu une évidente unanimité

Avez-vous pensé à mettre les victimes civiles sur le monument ?

C'est une négociation qu'on a eue avec le ministère de la Défense. On a mis toutes les victimes militaires sauf les fusillés, qui ne sont pas déclarés morts pour la France. Ils sont cependant dans nos bases de données. Dans le centre d'interprétation, on va rendre accessibles des bases de données sur les victimes civiles, sur les fusillés et sur la mémoire allemande, parce qu'il ne fait aucun doute que la liste qu'on propose n'est pas complète. L'idée est de la compléter avec un gros projet qui est en marche actuellement à l'université de Münster, le *Denkmalprojekt*³¹, qui essaie de reconstituer régiment par régiment les listes des morts, et qui arrivera à combler les vides. Il y a donc la possibilité d'avoir un regard historique, analytique, à partir du centre d'interprétation, qui sera d'accès gratuit. C'est aussi quelque chose de politiquement et de culturellement important : je milite pour dire qu'il y a une hypocrisie de base qui consiste à financer des équipements publics avec de l'argent public et à les rendre culturellement coûteux pour les gens modestes. La région Nord-Pas-de-Calais est très pionnière pour cela : c'est une région économiquement sinistrée, l'arrondissement de Lens est l'arrondissement le plus faible en termes de PIB par tête et il est remarquable d'avoir rendu le Louvre-Lens accessible gratuitement. Des gens d'origine populaire sont venus pour la première fois de leur vie dans un musée, parce que symboliquement ce n'est pas le coût, mais la barrière de payer un ticket qui a été transgressée. Et dans ce centre d'interprétation ce sera pareil. Gratuit.

Il n'y a pas eu d'opposition au projet ?

²⁹ Cette structure porte les noms des quelques 580.000 soldats de toutes les nationalités tombés dans le Nord et Pas-de-Calais entre 1914 et 1918.

³⁰ Le site Mémoire des hommes permet de rechercher, par son nom, un soldat mort pour la France.

³¹ Littéralement « projet de mémorial ».

Non, dans le champ français et dans le champ allemand, aucune. Les Britanniques ont été plus prudents. Il n'y avait aucun souci pour mélanger Britanniques et Français, mais Britanniques et Allemands, ça n'a jamais été écrit, mais c'était quelque part dans l'air. On avait des discours du type, c'est curieux, c'est bizarre, il faut qu'on en réfère à nos structures. Le partenaire évident devait être la Commonwealth War Graves Commission³², d'abord parce qu'ils gèrent plus de 800 cimetières sur notre sol, ensuite parce que c'est eux qui possèdent les bases de données mémorielles. Je les ai donc approchés, je les connais depuis longtemps. Il a fallu que j'explique le sens du projet. Finalement, les Britanniques ont été convaincus par quelque chose qui leur est très profond, la notion du sacrifice. C'est le sacrifice des soldats britanniques, mais c'est aussi le sacrifice des autres. Ils ont fini par considérer que le sort des combattants était le même, quelle que soit l'armée.

Dans tout votre projet, depuis une petite dizaine d'années, quel a été le partenariat global avec les Britanniques ? Y a-t-il une forme de lien permanent ?

On a des contacts amicaux directs mais rien n'est institutionnalisé, on a établi des réseaux, des systèmes de contact très faciles à activer, mais qui ne relèvent pas de partenariats signés. Ils ne le veulent pas.

Et avec les Belges ?

Structurellement avec In Flanders Fields oui. À la Coupole c'était institutionnalisé par le système Interreg, on signait des conventions qui permettaient d'avoir des financements croisés, on faisait des projets communs ensemble. Avec eux c'est plus structurel, parce que c'est une communauté qui est à peu près identique à la nôtre, c'est la ville d'Ypres qui a une capacité administrative et financière intéressante.

Globalement, comment dépeindriez-vous la mise en réseau internationale de la mémoire depuis 10 ans ? Quels en sont les grands axes ?

Ce qui est frappant, c'est qu'il y a dix ans il n'y avait rien en Nord-Pas-de-Calais et en Belgique. Les Belges ont monté très rapidement un tourisme de mémoire exceptionnellement performant et leurs voisins du Nord et du Pas-de-Calais ont compris que c'était la bonne filière. C'est pourquoi ils ont formalisé un accord, *La guerre entre les lignes*, qui structure depuis maintenant 2 ou 3 ans des programmes partagés. Ce sont donc les départements qui portent les projets de rapprochement, alors que la région porte les projets structurants. Le programme est un équivalent d'Interreg : c'est un programme de financements croisés qui se traduit par des éditions de brochures communes, des soutiens à des expositions thématiques. L'action reste multiforme et très ancrée sur le local.

Pensez-vous que ces réseaux internationaux finiront par être les structures porteuses de la mémoire de 14-18 ?

Je ne pense pas, parce qu'il y a le pot de terre contre le pot de fer : le pot de fer c'est la mémoire britannique. Elle est remarquablement structurée par la Commonwealth, par la British Legion³³, par les battlefield tours qui sont une puissance économique et administrative considérable. Les Britanniques font ce qu'ils veulent, ils participent aux programmes qui les intéressent.

Y a-t-il un isolationnisme mémoriel britannique ?

Le mot est peut-être un peu fort mais il y a un particularisme mémoriel britannique. Ça embraye bien quand c'est quelque chose de concret, de pratique,

Par exemple, les Britanniques participent-ils aux projets communs comme les brochures ?

³² Créée en 1915, la Commonwealth War Graves Commission avait pour mission d'identifier les lieux de sépulture des soldats morts et de superviser la création des cimetières et nécropoles. Elle est aujourd'hui chargée de l'entretien de ces cimetières, qui forment sur le territoire français des enclaves extraterritoriales.

³³ Principale association britannique d'anciens combattants.

Non. Pas financièrement. C'est franco-belge. L'essentiel de la coopération est territoriale. L'organisation mémorielle britannique, surtout la Commonwealth War Graves Commission, est tellement concentrée qu'il est difficile d'avoir avec elle un partenariat institutionnel, mais on peut avoir des relations amicales et personnelles faciles. Je ne pense pas qu'il y aura une structuration franco-britannique, en partie parce qu'ils ont une gestion de leurs lieux de mémoire incomparablement plus forte que la nôtre. Il suffit de visiter un cimetière de la Commonwealth pour le voir. Il y a près de 500 jardiniers basés à Arras, ce n'est pas la même échelle que nous. Ils sont en train de regraver toutes les stèles. C'est un investissement mémoriel de longue durée, autonome.

Pour revenir à un paysage plus régional, vous évoquez dans l'article de Guerres mondiales et conflits contemporains la question d'un « retard » du Nord-Pas-de-Calais dans la mise en œuvre d'une politique mémorielle. Pourtant, ce retard ne semble pas jouer sur les chiffres de fréquentation, puisque les 500 000 visiteurs annuels de Vimy³⁴, par exemple, dépassent largement les visiteurs d'un lieu supposé plus connu, comme le mémorial de Verdun³⁵.

Oui mais je suis très circonspect quant à l'analyse des chiffres. Les Canadiens ont établi un comptage type parc naturel pour savoir combien de visiteurs fréquentaient Vimy, le mémorial stricto-sensu et la zone forestière qui est autour. Si on intègre les joggeurs du dimanche on arrive facilement à 500 000. Le monument lui-même attire environ 250 000 personnes, mais parmi eux il y a une grande partie de public britannique. C'est la différence par rapport à Verdun, qui est un lieu de mémoire franco-allemand.

Est-ce que l'enjeu financier lié à la fréquentation a été un atout fort pour convaincre les élus ?

Je ne pense pas qu'il ait été le déclencheur. Il y a eu un accord politique étymologique sur le sujet. Bien sûr, ensuite, toute société s'adapte à son contexte. Des initiatives émergent localement parce que les gens comprennent qu'il y a un phénomène de marché et qu'il faut créer des chambres d'hôtes, des petits restaurants. Les Australiens ont aussi une influence ; en deux ans se sont créés deux musées destinés à des publics franco-australiens, un à Bullecourt et un à Fromelles. On est partis de zéro, d'où le retard dont je parlais dans l'article, au début du XXI^e siècle, et progressivement on a comblé ce retard, qui était global et particulièrement muséographique.

Ce retard est-il lié à la structure géographique d'une zone urbaine, très industrialisée, où les traces ne sont pas aussi visibles que dans des départements plus ruraux ?

C'est l'un des éléments. Il y a un phénomène lié à la structure régionale, à savoir qu'il y a eu deux impacts mémoriels considérables, l'impact de la Grande Guerre pour la zone de front Armentières-Bapaume, mais également l'effondrement économique des années 1970-1980. Le sinistre régional qui a frappé la mine, la métallurgie et le textile.

Pourtant ce sinistre économique a couvert toute la zone de front ? Ne pourrait-on pas en dire autant pour la Lorraine ou l'Aisne ?

Oui, mais le Nord-Pas-de-Calais était une immense puissance industrielle. La dernière mine a fermé en 1990, alors qu'il y avait 200 000 mineurs en 1960. Ça a gommé pendant un certain temps l'héritage de la mémoire 14-18. Dans l'Aisne, c'est différent, car cela reste un monde rural. D'autre part, de mon point de vue, ce n'est pas seulement un problème de structure régionale, c'est aussi un problème d'héritage collectif de la société française. Je suis persuadé qu'on a jeté le bébé avec l'eau du bain après la guerre d'Algérie et que la société a rejeté toute mémoire de l'armée de conscription.

Selon vous, le fait d'avoir lancé sa politique mémorielle plus tard que d'autres départements est-il un avantage ?

³⁴ Enclave canadienne dans le Nord, le parc mémorial de Vimy abrite un immense mémorial, en hommage aux Canadiens portés disparus sur le front ouest.

³⁵ En 2008, le mémorial de Verdun avait attiré 118 000 visiteurs.

Oui, je pense que c'est utile parce que cela permet de regarder ce qui s'est fait, de constater ce qui est pertinent, ce qui l'est moins, et d'essayer surtout d'apporter une réponse globale au retard et au vide. Cela nous a permis de mettre en place des éléments mémoriels, historiques, touristiques, culturels en même temps et de façon cohérente. Et ça c'est un avantage.

Ce retard par rapport aux départements voisins a-t-il été un de vos arguments pour convaincre vos différents interlocuteurs ?

C'est un argument de dernier recours, mais on n'en a pas vraiment eu besoin. On sait que le fonctionnement des collectivités territoriales est globalement consensuel, surtout quand le sujet est considéré comme de la mémoire partagée, ce qui a été le cas. Ce n'était pas une opportunité ou la volonté de faire du business, c'est un sentiment profond de la société qui s'exprime, y compris par les élus.

Faisons un peu d'histoire fiction. Imaginons que vous n'ayez pas été là, avec votre parcours particulier, pensez-vous que la prise de conscience aurait quand même eu lieu ?

Je pense que la prise de conscience aurait eu lieu de toute façon, elle montait, les Australiens exerçaient une pression, les Britanniques annonçaient qu'ils allaient faire de grandes choses... Il y aurait eu quelque chose, mais est-ce que cela aurait été cohérent et été achevé dans un délai limité ? C'est une autre affaire.

De façon plus personnelle, dans quelle mesure ce programme 14-18 s'inscrivait-il dans des engagements ou dans un discours sur la région ?

C'est un discours totalement différent de tout ce que j'ai fait avant. Qu'on le veuille ou non, on n'est pas dans le même registre. J'ai par mon père une mémoire familiale de la Seconde Guerre mondiale. Mais je viens de Bretagne et j'ai le sentiment que la société rurale de laquelle je suis issu a été balayée par la Grande Guerre. Pour moi, il est nécessaire de mettre en perspective le traumatisme considérable qu'a été ce conflit pour la société française, tout en portant un regard qui ne soit pas nostalgique et purement mémoriel. Il faut dire que la société française qui a subi cette épreuve tragique s'en est sortie quand



même. Derrière l'hommage, derrière la mémoire des morts, se trouve la prise de conscience de la puissance collective d'une société face à une épreuve.

Évidemment, ce travail renvoie à la souffrance de l'expérience combattante. Assumez-vous le fait de faire une histoire vivante, ou préférez-vous mettre cela à distance ?

Question ardue. On est obligé, pour aboutir sur un projet de cette ampleur, de s'imposer une rigueur froide dans un premier temps. On doit faire abstraction, quand on regarde ses listes, des personnes qui sont derrière. Mais de temps en temps on est rattrapé, quand on va consulter la trajectoire d'un mineur du Pays de Galles venu ici, ou d'un fermier australien tué six semaines après son arrivée à Marseille, il est évident qu'il y a un choc. Je ne l'ai pas découvert, je le savais, j'ai vécu avec mais je ne le montre pas.

Vous demandez-vous quel est le sens de votre action du point de vue de la mémoire ?

J'ai été élevé dans les années 1950-1960 dans la nécessité de la construction de l'Europe. C'était familial. Mon père avait fait la guerre, mon grand-père avait fait celle d'avant et ils étaient passés de la haine de l'Allemagne à un respect de l'Allemagne. J'ai intégré cela profondément et je me suis irrité dans les années 1980-1990, quand j'ai vu la dérive technocratique de l'Europe, quand j'ai vu que le projet initial des pères fondateurs, qui était d'utiliser le marché et la monnaie comme des vecteurs, devenait l'objet. Pourtant l'objet, au départ, était de structurer une collectivité humaine avec des capacités prodigieuses à l'échelle du continent, librement, après les destructions des guerres mondiales. Il me paraît important de rappeler aux Européens qu'ils sont en paix depuis 70 ans et que c'est un immense privilège historique, qui devrait effacer le caractère superficiel des bisbilles financières de Bruxelles.

C'est donc l'interrogation d'un Européen ?

Exactement.